

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 56 - VENDREDI 15 JANVIER 2010

## LE MERLE TRISTE

J'ai sous les yeux le dernier livre que Daniel Bensaïd m'aura envoyé. Il s'intitule *Marx (mode d'emploi)*. Sur la couverture, un dessin de Charb où Marx, en t-shirt « New York City », apprend dans le journal qu'il est mort. Cela le fait bien rire.

En page de garde, une dédicace : « *Au merle moqueur, ce Marx (inusable) pour temps obscurs* ». En tant qu'homme, Daniel Bensaïd n'aura pas été inusable, hélas. Mais en tant que philosophe, il le demeurera, de même qu'il restera la clarté et la chaleur même de ces temps obscurs et froids. ●

## AGENDA MILITANT

→ 23 janvier

Paris [Rencontre Forum social sciences et démocratie](#)

→ 23-24 janvier

Assemblée générale de la FASE

→ 25 janvier

Paris [Mondialisation, nationalismes et guerres : perspectives féministes.](#)  
L'islam en chine et la place des femmes

→ 19 janvier

Paris [Gaza, 1 an après !](#)

→ 30 janvier

Paris [OMOS: "moi" singulier et collectif](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ De la gratuité/suite

## « Petits » problèmes posés par la FASE aux partis

Les militants de la Fédération pour une alternative sociale et écologique sont-ils des losers, pour que *Le Monde* écrive qu'après l'accord entre le PCF et le PG, puis avec les Gauche unitaire et les Alternatifs, « *la fin des négociations s'est faite au détriment des autres petites formations comme la Fédération pour une alternative sociale et écologique et des personnalités comme Clémentine Autain ou Leïla Chadli, minoritaire "unitaire" du NPA.* » ? Et, pourrait-on ajouter, sommes-nous d'éternels perdants pour que les discussions avec le NPA soient aussi difficiles là où il cherche des accords avec d'autres forces ?

En réalité, nous ne cessons de poser à la gauche de gauche quelques « petits » questions : celles relatives à son unité, celles relatives à la conquête et à l'utilité de son autonomie par rapport au social-libéralisme, celles relatives à la refondation de son identité.

Et voilà donc nos premières réussites : nous avons imposé, avec d'autres, notamment avec le PG, la question de l'unité comme question centrale au sein de la gauche de gauche (cela malgré l'échec de 2007) ; nous avons de fait conquis du côté du PCF le choix d'un autre rapport au PS et du côté du NPA nous avons posé le problème du débouché de la convergence électorale ; nous contribuons à la prise de conscience que l'effort à fournir relève d'une refondation idéologique et d'un dépassement de la forme-parti.

Et nous posons un autre « petit » problème aux partis : nous mettons en cause leur monopole de la représentation politique ; nous défendons l'implication citoyenne directe dans les institutions ; nous parlons d'un nouveau rôle des élus... C'est-à-dire, nous ne proposons rien de moins que de dépasser le type de fonctionnement actuel de la démocratie.

En lien direct avec ces enjeux, la crise du PCF n'est pas seulement un symptôme de perte de substance, ou significative de la contradiction entre son virage stratégique et les logiques d'exclusion – de tels et tels acteurs possibles des listes « Ensemble... » – ou de purge des Unitaires (comme en Ile-de-France) Elle conduit à penser qu'il n'existe plus en son sein d'espace entre l'option de régression orthodoxe et l'option d'un dépassement radical.

Sur tous ces sujets, ce ne sont pas nos options qui sont irréalistes. C'est la politique telle qu'elle est qui ne convient pas et avec laquelle il faut rompre.

Alors, certes, avec les Communistes unitaires, au sein et avec la Fédération, nous bricolons, avec les défauts d'une organisation mal organisée. Et nous sommes loin de correspondre à ce que nous voudrions être. Mais nous avons des pistes élaborées collectivement et des bribes de perspectives. Sous des formes à élaborer ensemble et avec une détermination dans la durée indispensable vu la nature de nos ambitions, en tirant les leçons de nos expériences, continuons !

● GILLES ALFONSI

# Beaubourg sous le couperet de la rentabilité

**Le 21 janvier, les agents des musées sont appelés comme tous les fonctionnaires à reprendre leur mouvement de protestation contre « la politique destructrice du gouvernement ». Ils dénoncent notamment la suppression de « plus de 100000 emplois dans la fonction publique d'Etat depuis 2007 ». Parmi les secteurs touchés: la culture. Retour, avec le site Internet « Louvre pour tous », sur la mobilisation exceptionnelle des agents du centre Georges-Pompidou, fer de lance du mouvement de la fin 2009.**

**L**A GRÈVE de fin novembre-début décembre du personnel du Centre Pompidou puis d'autres établissements nationaux révèle le

profond malaise qui règne dans les établissements culturels nationaux. Ce mouvement va bien au-delà de la seule question de suppression de postes. Cette réduction du personnel basée sur le non-renouvellement de postes d'un départ à la retraite sur deux est l'une des conséquences de la réforme d'Etat (RGPP (1), entreprise sarkozienne de « modernisation » des services publics qui, appliquée à la Culture, prétend « améliorer l'efficacité de la politique culturelle, afin de mieux prendre en compte les attentes des publics, des artistes et des professionnels » (2).

## MOINS D'EMPLOIS POUR PLUS DE PRÉCARITÉ

Pourtant, le Centre Pompidou n'est pas vraiment en sureffectif quand, depuis 2000, son personnel est en baisse constante et qu'il fonctionne, comme tous les établissements culturels d'Etat, grâce au concours de vacataires et autres contrats précaires. On se souvient, lors des dernières Journées du Patrimoine, des cris de protestations qui avaient recouvert aux abords du minis-

tère de la Culture les échanges avec la presse d'un Frédéric Mitterrand fraîchement nommé. Celui-ci avait alors ironisé très finement sur un « monument du patrimoine français, les gens qui râlent ». En l'occurrence, il s'agissait de « vacataires permanents » selon la terminologie administrative, certains depuis près de

**« C'est la course éperdue à la recherche d'argent. On nous compare sans arrêt au Louvre, qui a si bien développé ses partenariats privés. Le risque est que l'on finisse par être dépendants de nos sponsors. »...**

PAROLE DE CONSERVATEURS DE BEAUBOURG RAPPORTÉS PAR *LE MONDE* DU 3 DÉCEMBRE 2009

dix ans, travaillant dans les plus beaux monuments de la capitale pour moins de 700 euros...

La bibliothèque de Beaubourg (BPI), également concernée par la réforme, compterait actuellement 247 agents. Une quarantaine de postes seraient menacés quand, dans le même temps, la bibliothèque emploierait en permanence 90 vacataires à mi-temps ! Dans un tract, le personnel de la BPI pose la question simplement: « Comment croire que nous pourrions offrir un meilleur service public avec moins de professionnels ? »

En 2010, pour le Centre Pompidou, on sait que 18 postes seront d'ores et déjà supprimés et, à partir de 2011, le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux équivaldra, compte tenu de la forte proportion de personnel présent depuis l'ouverture en 1977, à la disparition de 400 postes sur dix ans (3).

Ce qui se profile – et cela est vrai pour toute la fonction publique – est une disparition nette des emplois, leur transfert progressif vers des contrats de plus en plus flexibles quand ils ne seront pas tout bonnement confiés au privé via la sous-traitance. Cette externalisation de l'emploi aura pour conséquence inévitable une dégradation de la qualité de service par la dilution des responsabilités et des recrutements de moins en moins sélectifs. Avec un avantage certain pour les directions: une atomisation de la masse salariale accompagnée

d'un affaiblissement des forces syndicales plus présentes dans le public que dans le privé.

Comment transformer des institutions culturelles, formidables aventures collectives au but désintéressé, en entreprises rentables où chacun entre en rivalité avec l'autre, salarié contre salarié, musée contre musée: n'est-ce pas là le vrai but de la RGPP ?

## LA GRATUITÉ DANS LES GÈNES DE BEAUBOURG

Si, côté salariés, la situation n'est pas franchement encourageante, côté public, elle ne l'est plus depuis un certain nombre d'années. Avec, pour indice révélateur, l'augmentation substantielle du billet d'entrée du musée national d'Art moderne passé de 5,50 euros en 2003 à 12 euros aujourd'hui, soit une progression de 120 %.

En augmentant toujours plus le droit d'entrée au musée, le Centre Pompidou s'éloigne ainsi toujours plus de sa vocation originelle, qui était d'ouvrir les portes de la Culture à tous les publics, avec le moins d'obstacle possible. Décidé en 1969 par le nouveau Président de la République, Georges Pompidou, on a pu dire que Beaubourg était la réponse culturelle d'une droite progressiste à l'utopie libertaire d'un encore tout frais Mai-68. Nous en voilà aujourd'hui extrêmement loin. Pourtant un esprit de « contre-culture » y a soufflé dans les tuyaux assez longtemps.

Le bâtiment signé des architectes Renzo Piano et Richard Rogers, tant décrié lors de son édification, reflétait à merveille ce concept subversif de par sa totale transparence, à l'opposé de toute monumentalité opaque associée à l'idée de musée. Renzo Piano a multiplié les déclarations en ce sens, affirmant « avoir voulu démolir l'image d'un bâtiment culturel qui fait peur », poussant la provocation jusqu'à reprendre à son compte la critique principale de ses opposants : « On nous a dit très souvent qu'on était en train de construire un supermarché... la chose m'avait plu car personne n'a peur d'aller à l'hypermarché » (4).

Cette volonté d'accessibilité et de fluidité entre les différentes composantes de l'établissement devait se traduire, à l'origine, par une totale gratuité des activités proposées. « La gratuité de l'accès à la plupart des espaces du Centre donne son entière signification à la permanence de l'ouverture. C'est en réalité un des éléments essentiels de la nouvelle culture que nous souhaitons » (5) : c'est Robert Bordaz lui-même qui le révèle dans un livre de réflexions et de souvenirs. Conseiller d'État nommé en 1970 par Pompidou pour mener à bien le projet auquel ce grand amateur d'art contemporain tenait tant, il fut le premier président du Centre de 1972 jusqu'à son ouverture en 1977.

#### QUE RESTE-T-IL DE CE RÊVE POMPIDIEN ?

La BPI, composante la plus connue du Centre, bibliothèque gigantesque tota-

#### UN SITE POUR LA DÉMOCRATISATION DE LA CULTURE

Bernard Hasquenoph est graphiste. Depuis 2004, il anime un site Internet « Louvre pour tous » qui « informe et défend les visiteurs des musées ».

Ce site est une mine d'infos et d'analyses sur la politique culturelle du gouvernement. Au cœur de ses enquêtes : la place croissante de l'argent dans la conduite des musées et avec elle la marchandisation de l'art. C'est surtout le combat pour la gratuité et la démocratisation de l'accès à la culture qui soutend ce site Internet très corrosif.

[www.louvreourtous.fr](http://www.louvreourtous.fr)



lement en libre accès, a heureusement jusqu'ici pu sauvegarder son principe fondateur. Jusqu'à quand ? On parle désormais de rendre payant son accès ! Le fameux escalator, zigzagant sur la façade

**Il y a quelques années, la règle était que les expositions à l'étranger devaient être neutres financièrement. Désormais, elles doivent rapporter de l'argent. D'où des opérations blockbuster au Japon ou en Corée, avec des Matisse et des Picasso pour doper les recettes. »**

PAROLE DE CONSERVATEURS DE BEAUBOURG RAPPORTÉS PAR LE MONDE DU 3 DÉCEMBRE 2009

de Beaubourg jusqu'à en devenir la signature graphique, distribue tous les étages jusqu'au sixième où s'offre aux visiteurs un magnifique point de vue panoramique sur Paris. Gloire du Centre Pompidou depuis son ouverture, l'endroit n'est plus accessible gratuitement depuis 2006.

#### UN MUSÉE D'ART MODERNE SOUS-FRÉQUENTÉ

Reste la question du musée et des expositions. Chaque année, le Centre Pompidou, comme ses confrères, rend publics ses chiffres de fréquentation annuelle qui depuis environ dix ans, dépasse les

5 millions de visiteurs, ce qui le place aux premiers rangs des établissements culturels français après le musée du Louvre ou le domaine de Versailles. Mais, pour le

Centre Pompidou, le chiffre recouvre en fait l'ensemble des visiteurs du Centre, toutes activités confondues y compris les usagers de la BPI. Et on est très étonné de se rendre compte que ceux du ●●●



●●● musée proprement dit n'en représentent qu'à peine un cinquième, dépassant difficilement le million d'entrées. Et même en rajoutant les 1,6 million de visiteurs pour les expositions temporaires de 2006, on est loin, très loin des plus de 8 millions du Louvre.

Mais le plus stupéfiant est de réaliser que le musée national d'Art moderne du Centre Pompidou a fait moins d'entrées en 2006 qu'en sa première année d'ouverture, en 1977, avec moins de jours d'ouverture. En réalité, en trente ans, sa fréquentation n'a jamais progressé.

### UN ÉTABLISSEMENT AU BORD DE L'ASPHYXIE

Le Centre Pompidou, comme ses confrères soumis par leurs statuts à un régime d'autonomie, est poussé à développer ses ressources propres, l'Etat se dégageant peu à peu en termes de soutiens financiers. Ce qui n'est pas juste un slogan mais une réalité que le ministère de la Culture reconnaît officiellement : « *Le développement des ressources propres des établissements publics et la maîtrise de leurs coûts seront recherchés, afin d'alléger la part des subventions de l'État dans leur budget* » peut-on lire dans un récent rapport (6).

Si, on le voit côté public, cette recherche effrénée d'argent frais qui se traduit par une augmentation des droits d'entrée, entre en

contradiction avec l'exigence de démocratisation culturelle, cela affecte aussi la mission scientifique de ces institutions, ce qui est peut-être encore plus grave.

Aujourd'hui, la situation financière de Beaubourg est plus que problématique, avec un budget en déficit de 2,3 millions d'euros.

**« Cette réforme, elle a été menée par un gouvernement qui est issu du suffrage universel. Cette réforme devra s'appliquer. »**

PAROLE D'UN MINISTRE DE LA CULTURE FRAÎCHEMENT NOMMÉ !

Un audit commandé par le Premier ministre lui-même, démontrant par là même l'impuissance du ministère de la Culture, en exigeant du Centre de « *faire mieux pour moins cher* », a mis le feu aux poudres. On parle maintenant d'asphyxie.

Faut-il que la situation soit dramatique pour que le 1<sup>er</sup> décembre, brisant un silence habituel dans leur profession, une vingtaine de conservateurs du Centre Pompidou adresse une lettre à Frédéric Mitterrand pour lui faire part de leur désarroi devant la dégradation de leur environnement de travail. Comme le rapporte *Le Monde* (7), le courrier fait état de « *l'effondrement* » du budget d'acquisition des œuvres, de 4 millions d'euros en 2005 à environ 2,5 millions d'euros aujourd'hui : « *Désormais, le simple fonctionnement du musée, même recentré sur ses missions essentielles, est en jeu* » n'hésitent pas à écrire les signataires.

Deux d'entre eux ont accepté de ren-

contrer la journaliste anonymement pour dénoncer pêle-mêle la multiplication des missions du musée avec toujours de nouveaux départements sans moyens à la clef, le Centre Pompidou Metz qui vient encore alourdir leur charge de travail, l'encore nouveau projet de musée itinérant lancé cette fois par Alain Seban, totalement dépendant du mécénat, alors que le musée en manque cruellement, les loca-

tions d'œuvres qui risquent de se multiplier pour d'uniques raisons financières. Jusqu'aux expositions temporaires qui sont désormais soumises à la « *tyrannie du chiffre* » pour reprendre l'expression de la journaliste Clarisse Fabre : « *Avant, les expositions grand public servaient à programmer des événements plus difficiles d'accès, et à soutenir des artistes émergents. Peu importait, alors, le nombre de visiteurs. Aujourd'hui, on nous pose systématiquement la question : quel potentiel d'entrées ?* » déplorent les conservateurs.

● D'APRÈS BERNARD HASQUENOPH - [louvrepourtous.fr](http://louvrepourtous.fr)

(1) « Lancée dès l'été 2007, au lendemain de l'élection de Nicolas Sarkozy, la révision générale des politiques publiques (RGPP) est une réforme de l'Etat sans précédent... » indique le site Internet gouvernemental qui lui est dédié : [www.rgpp.modernisation.gouv.fr](http://www.rgpp.modernisation.gouv.fr).

(2) « RGPP, deuxième rapport d'étape », ministère de la Culture | mai 2009.

(3) Lettre ouverte à Alain Seban, président du Centre Pompidou par les secrétaires des organisations syndicales du Centre (CFDT, CFTC, CGT, FO, UNSA) | 30.11.09/« Grèves au Centre Pompidou et au musée des Arts décoratifs », AFP | 24.11.09.

(4) Reportage d'Antenne 2 | 22.04.87.

(5) Robert Bordaz, *Le Centre Pompidou, une nouvelle culture*, éd. Ramsay, 1977

(6) « RGPP, deuxième rapport d'étape », ministère de la Culture | mai 2009.

(7) « Le blues des conservateurs devant la course à l'argent » par Clarisse Fabre, *Le Monde* | 03.12.09.

## LA SUITE DU MOUVEMENT

Le deuxième acte de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) prévoit des suppressions de postes, une baisse des subventions publiques, avec pour conséquence des risques d'externalisations et de précarisation, mais aussi des menaces sur les missions pédagogiques et culturelles des établissements. Dans ce contexte, une large mobilisation pour la défense du service public culturel a tenté de faire fléchir le gouvernement. Les mois de novembre et décembre ont été le théâtre de grèves dans de nombreux musées et monuments de Paris et de province, avec des sites fermés, ouverts gratuitement ou occupés. C'est le Centre Pompidou qui avait mis le feu aux poudres le 23 novembre. Ont suivi d'autres mastodontes comme Versailles, le Louvre et Orsay, mais aussi la BNF, le Musée des Arts décoratifs, de Compiègne, de Pau, des Archives nationales, de la RMN... La grève reconductible a été suspendue devant l'intransigeance du gouvernement. Mais tandis que Sud-Culture a instauré des Jeudis Noirs afin de poursuivre autrement le mouvement, un rassemblement des personnels de la culture est prévu le 21 janvier place du Palais Royal, à midi et demi. Un cortège intersyndical rejoindra la manifestation parisienne prévue le même jour, place de la République, pour la défense du service public ●

*Cerises* est édité  
par les Communistes unitaires  
**contact.cerises@gmail.com**

Noyau : Gilles Alfonsi

Queues de *Cerises* : Michèle Kiintz,  
Philippe Stierlin, Roger Martelli,  
Catherine Tricot, Arnaud Viviant.



# Après LKP, le front patriotique LPK ?

**Le Parti communiste guadeloupéen est dans une démarche d'autodétermination, qui s'appuie sur un fondement: l'existence d'un peuple guadeloupéen. Le droit à l'autodétermination, selon Félix Flémin, secrétaire national du PCG, c'est le droit de décider soi-même, dans son pays, du cadre politique et du modèle de société auquel ce peuple aspire. Entretien.**



**A** débattre: l'appel du Parti communiste guadeloupéen (PGC) à constituer un front patriotique: le LPK, « Liyannaj pou konstwi Gwadeloup ». Distinct du LKP, « Liyannaj kont pwofitasyon », dont le PCG fait parti, aux côtés de 48 autres organisations plurielles, le LPK serait une force de proposition sur le terrain politique. Mais alors, d'un côté le champ social, de l'autre le champ de l'action politique? Voici l'interview publiée par *actu orange Caraïbe-Orange news* le 5 janvier, de Félix Flémin, secrétaire national du PCG.

**Vous tenez à ce que la confusion ne soit pas faite: le LPK sera un front patriotique et non un parti politique**

**Félix Flémin:** Non, au contraire, il est question de mise en commun, de rassemblement de toutes les forces politiques qui sont en lutte aujourd'hui contre le système colonial, de toutes les organisations qui se réclament de la création d'une nouvelle société, débarrassée du système capitaliste (...). Il s'agit d'offrir au peuple guadeloupéen une perspective politique à la lutte qu'il a menée depuis un an, dans le but de changer le système économique et social responsable de la pwofitasyon, des injustices, du mal-être et du mal-vivre des Guadeloupéens (...).

**La cible de votre appel au rassemblement est précise...**

**Félix Flémin:** Cet appel s'adresse d'abord aux organisations anticolonialistes de la Guadeloupe, aux organisations anticapitalistes, mais aussi progressistes, aux hommes et aux femmes, aux citoyens guadeloupéens, car ce front (...) ne doit pas se circonscrire à des états majors de partis politiques, qui tenteraient

seuls de refaire la Guadeloupe.

**De quelle manière s'illustrera le LPK?**

**Félix Flémin:** Le LPK, front politique, vise à devenir un interlocuteur du pouvoir colonial. Face à l'État français, il faut cette mobilisation massive du peuple guadeloupéen, qui fixe très clairement ses objectifs et sa stratégie, dans une démarche politique. Ceci est la responsabilité politique de l'ensemble des organisations politiques; le Parti communiste s'y soumet, en appelant au rassemblement.

**Pour œuvrer sur le terrain politique, ne faut-il pas se présenter aux élections?**

**Félix Flémin:** Les élections sont un moment de la bataille politique. Le PCG, pour sa part, s'est toujours inscrit dans cette démarche. La stratégie de conquête du pouvoir politique, pour le parti communiste, c'est l'action des masses au grand jour, l'action militante, sur le terrain; mais c'est aussi l'action de la bataille électorale. Les élections qui arrivent sont une opportunité, un moment important à saisir, parce qu'il faut aujourd'hui, plus que jamais, changer l'équipe qui dirige la Guadeloupe.

**Présenterez-vous une liste aux prochaines élections régionales?**

**Félix Flémin:** L'idéal eut été, si le front patriotique existait déjà, qu'il puisse proposer un projet... on n'en est pas là aujourd'hui. La démarche du front, pour l'émancipation du peuple guadeloupéen, s'inscrit dans le temps.

● CATHERINE BOTTIN-DESTOM



## Daniel Bensaïd l'intelligence et la passion

Daniel Bensaïd est mort, après un long combat de vingt ans. Il fut un des fondateurs de la LCR, avec le frère d'armes indéracinable, Alain Krivine, avec d'autres qui ont choisi d'autres horizons. Lui avait choisi la fidélité, sans ostentation, comme naturellement, comme si continuer la trace révolutionnaire était une manière de s'enraciner dans une histoire à la fois familiale et intellectuelle. Cette homme de la colère et du refus aimait la vie. Depuis des années, son combat contre la mort passait par une production intellectuelle d'une prolixité et d'une qualité exceptionnelle. Avant de partir, Daniel voulait transmettre.

C'était un homme pluriel, une personnalité aux facettes multiples, à la fois prévisible et inclassable. Cet homme, généreux, souriant, à la plaisanterie facile, avait aussi la dent dure, parce qu'il ne supportait pas que sa « génération » (comme disaient naguère Hamon et Rotman) ait renoncé massivement aux idéaux d'une jeunesse turbulente et insatiable. Il vomissait à ce point le renoncement qu'il était, à l'occasion, trop prompt à déceler, dans telle ou telle pensée, les germes de la capitulation devant l'ordre bourgeois. Negri ou Holloway : « Bensaïd » pourfendait sans pitié, sans nuances. Quand il l'avait décidé, il était un coqneur redoutable. Mais force est de constater que les

coups qu'il portait, pour être parfois excessifs, n'étaient jamais des coups bas. Son intransigeance n'excluait ni l'ironie qui sauve (ironie contre lui-même quand il le fallait), ni la finesse d'une culture sans failles, ni la profonde humanité d'une dénonciation qui était toujours un cri de révolte, et jamais la marque perverse et cruelle d'un inquisiteur par vocation.

J'ai souvent regretté que Daniel ait poussé avec une telle constance et un tel talent ce que je crois être une fragilité de la très brillante lignée intellectuelle de souche trotskyste. Cette famille de pensée communiste a été, avant tout le monde, profondément antistalinienne ; au plus fort de l'ombre stalinienne, elle a cherché à incarner la possibilité d'un autre communisme, d'une autre manière de continuer le bolchevisme. Mais son antistalinisme primordial l'a poussée à délaissier le nécessaire regard critique sur le bolchevisme lui-même. Non pas qu'il y ait identité ou même continuité du bolchevisme au stalinisme, mais le bolchevisme a été le communisme d'un temps qui n'est plus le nôtre et il contenait des lignes de faille, que la suite de l'histoire a révélées, et qui rendent impossible la simple continuation ou le « retour à » Lénine. Or Daniel, excédé par la dominante idéologique d'un antistalinisme de la capitulation (on renonce au communisme en même temps qu'au stalinisme), a trop perçu, dans toute critique du bolchevisme, fût-elle communiste, le ferment de liquidation de l'idéal. Il ne l'a pas fait de façon basse et stupide ; mais l'extrême finesse de sa critique ne contredisait pas, à mon avis, la propension à une certaine répétition.

Mais qu'importe aujourd'hui ce bémol à la nécessaire louange. Daniel était un communiste, et le communisme est la seule manière réaliste de penser l'au-delà d'un ordre dominant devenu proprement irréaliste, avec ses inégalités, ses discriminations, ses violences insoutenables pour les humbles. C'était un intellectuel, considérant que l'intelligence ne vaut que si elle sert une cause, sans pour autant être servie elle-même. Il n'était pas un mandarin, mais il avait conquis le respect de ses égaux, quelle que soit leur pente intellectuelle et politique.

On s'était habitué à sa silhouette, à son sourire, à sa pugnacité dans les colloques, les manifestations ou les forums internationaux. Désormais, nous penserons et agirons après lui. Pas sans lui.

● **ROGER MARTELLI**

### Communiqué du Nouveau parti anticapitaliste Hommage à Daniel Bensaïd

Le décès de notre camarade Daniel Bensaïd a suscité beaucoup d'émotion et y compris au-delà des frontières. Le NPA remercie les organisations, les partis politiques et associations, les militants, les personnalités, les intellectuels, tous ceux et toutes celles qui nous ont fait parvenir des témoignages de sympathie. **Un hommage militant sera rendu à Daniel Bensaïd le dimanche 24 janvier, à partir de 14h, au Palais de la Mutualité.** (13 janvier 2009)